

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Bien-être en milieu professionnel : des agents publics édifiés sur les conséquences du stress

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

PROMOUVOIR le bien-être et la qualité de vie en milieu professionnel, interpeller sur les dégâts du stress au travail. C'est, entre autres, l'objectif visé par les journées de sensibilisation sur le bien-être et la qualité de vie en milieu professionnel, organisées hier à Libreville par le ministère de la Justice. Journées ouvertes par François Mangari, secrétaire général dudit ministère. Trois jours durant, les experts en la matière vont mener leur réflexion autour du concept du bien-être, des conséquences du stress en milieu professionnel, des actions prises pour améliorer les conditions de vie des travail-

leurs... Selon eux, il est impératif de lutter contre le stress chez le travailleur. Cette lutte passe d'abord par l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail quelque peu angoissantes et stressantes, précisément. Lesquelles impactent malheureusement leur rendement.

"Il faut minimiser les situations de stress au travail qui causent de nombreux dégâts physiques et psychologiques susceptibles d'affecter le rendement des travailleurs. C'est pourquoi il faut œuvrer à la réalisation du bien-être et à la qualité de vie du travailleur", a recommandé le secrétaire général du ministère de la Justice.

Le travail constitue un des premiers indicateurs du bien-être, un vecteur d'épanouissement, de réalisation de soi et d'intégra-



Les conséquences du stress expliquées hier aux agents publics.

tion sociale. Paradoxalement, le travail peut aussi être source de mal-être du fait du stress qu'il peut générer. Les experts affirment d'ailleurs que le stress au travail, pis l'absence de bien-être

en milieu professionnel, peut entraîner "une baisse de performance, une perte d'efficacité et du sens au travail, l'absentéisme, le manque de motivation", a indiqué Mme Manganga, forma-

trice.

À l'issue de ces sensibilisations, les participants devront être des vecteurs de la promotion du bien-être au sein de leurs administrations.

Restaurant CNOU de Nkok : 82 735 repas servis depuis 2021

Serge Alexis MOUSSADJI
Libreville/Gabon

LE Centre national des œuvres universitaires (Cnou) a annoncé lundi dernier que 82 735 repas ont déjà été servis aux étudiants et stagiaires au sein du restaurant du Centre international multisectoriel de Nkok, que gère le Cnou dans le cadre d'une convention de partenariat, depuis l'ouverture de cette structure. Ces données couvrent la période allant du 12 avril 2021 (date d'ouverture du restaurant) au 31 décembre 2022. C'est ainsi qu'en 2021, 53 092 plateaux ont été distribués. Contre environ 29 643 en 2022. La res-

tauration est supportée, pour le moment, par le budget du Cnou. Un repas coûte actuellement 500 francs à chaque étudiant.

En attendant de connaître le taux de fréquentation pour l'année 2023, le Cnou a offert un repas gratuit, le 9 février dernier, aux étudiants et stagiaires. Un geste qui survient automatiquement à chaque rentrée. Plus de 500 plats ont été servis, ce jour-là.

Cette cérémonie était rehaussée par la présence du directeur général du Cnou, Jean-Noël Eya Ndong, des représentants du recteur de l'Université internationale de Libreville ou encore des représentants de l'A-DG de la zone économique de Nkok.



Une vue du repas distribué récemment.

Drogues et violence à l'école : l'implication du Rotary club

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

LE phénomène de la circulation et de la consommation des drogues à l'école et son corollaire, la violence en milieu scolaire, préoccupe plus d'un. C'est le cas des membres du Rotary club (RC) Libreville Doyen qui, cette année, ont décidé, en plus de leurs actions pérennes, de s'attaquer au phénomène de la consommation de la drogue sous toutes ses formes chez les élèves et à un des corollaires visibles de cette consommation : la montée crescendo de la violence au sein des établissements scolaires.

Ce sont des apprenants du lycée national Léon-Mba (environ 500 élèves mobilisés pour la circonstance) qui ont, en premier, bénéficié de cette campagne préventive que les Rotariens espèrent étendre à d'autres établissements du pays. Selon les responsables du RC Libreville-Doyen, cette action, qui diffère de celle des années antérieures (don d'équipements, de fournitures et de manuels scolaires, réfection des



Les membres du Rotary club Libreville Doyen et les autres acteurs impliqués au sortir du lycée national Léon-Mba.

infrastructures...), obéit à deux des sept axes stratégiques du Rotary international (RI) : la lutte contre la propagation de la maladie et la promotion de la culture la paix dans le monde. Pour le cas présent il s'agit avant tout de se soucier de "l'avenir de la jeunesse", a expliqué Néné Issembé Diallo, la présidente (2022-2023) du RC Libreville-Doyen.

"On ne peut pas rester insensible face à ce fléau qui guette cette frange fragile de la population, acteur incontournable du devenir du pays", a-t-elle souligné.

Pour mener cette campagne scolaire, les Rotariens ont bénéficié de la collaboration et de l'exper-

tise de l'Office central de lutte anti-drogue (Oclad), représenté par le commandant Paul Babaze et le lieutenant Mvie Mouckagni ainsi que du Dr Sophie Azizet. Tous ont édifié le jeune l'auditoire sur les différents types de drogues et leurs conséquences pour l'organisme et les troubles comportementaux – pouvant aller jusqu'à la schizophrénie – qui en découlent.

Pour les prochaines étapes, les Rotariens comptent sur l'implication des autres acteurs concernés à se joindre à cette bataille visant à sauver la jeunesse d'un péril certain si rien n'est fait à court et moyen termes.